

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule Risques Anthropiques
89 rue Weber
CS 52002
30 900 Nîmes Cedex 2

Nîmes, le 19/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



ROYAL CANIN

650, avenue de la Petite Camargue
BP 4
30470 AIMARGUES

Références : 2022-07-451

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2022 dans l'établissement ROYAL CANIN implanté 650, avenue de la Petite Camargue BP 4 30470 AIMARGUES. L'inspection a été annoncée le 29/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROYAL CANIN
- 650, avenue de la Petite Camargue BP 4 30470 AIMARGUES
- Code AIOT dans GUN : 0006601905
- Régime : Autorisation
- IED - MTD

La société Royal Canin exploite une usine de fabrication d'aliments secs pour animaux de compagnie sur le territoire de la commune d'Aimargues. L'établissement dispose donc principalement d'installations de stockage des matières premières et des produits finis et d'une zone process de fabrication et de conditionnement des croquettes pour animaux.

Le campus Royal Canin regroupant les sièges France et Monde et l'usine de fabrication d'Aimargues emploie environ 1100 personnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale "Eau"
- Equipements sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/01/2011, article 8.17	/	Sans objet
Canalisations de transport et de collecte des effluents et schéma d...	Arrêté Préfectoral du 03/01/2011, article 3.6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Réseau de collecte	Arrêté Préfectoral du 03/01/2011, article 3.3	/	Sans objet
Eaux usées domestiques et non domestiques	Arrêté Préfectoral du 03/01/2011, article 3.4	/	Sans objet
Contrôle des rejets	Arrêté Préfectoral du 03/01/2011, article 3.7.2.2	/	Sans objet
Points de rejet	Arrêté Préfectoral du 03/01/2011, article 3.7.1	/	Sans objet
Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 03/01/2011, article 3.7.2	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 03/01/2011, article 3.10	/	Sans objet
ESP – Déclaration de mise en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 8	/	Sans objet
ESP – Liste des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	/	Sans objet
Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	/	Sans objet
Contrôle de la plaqued'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a réalisé sur cet établissement une inspection ciblée sur l'eau et sur l'exploitation des équipements sous pression.

Sur la partie eau, l'inspection constate que les installations font l'objet d'une surveillance conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant est cependant invité à mettre en

place un contrôle de l'état de ses canalisations afin de s'assurer de l'absence de fuite pouvant générer une pollution du milieu.

Concernant la thématique équipements sous pression, l'inspection a vérifié les prescriptions de base de la réglementation équipements sous pression et n'a pas constaté de lacune particulière nécessitant une visite d'inspection approfondie par les inspecteurs spécialisés dans ce domaine.

Enfin, l'inspection constate que les poteaux incendie internes au site ne disposent pas d'un débit simultané suffisant. Cependant, d'autres moyens sont présents sur et autour du site (cuve sprinklage, bassin tampon du réseau d'alimentation communal, réserve d'eau incendie d'autres entreprises, etc..) et méritent d'être identifiés et répertoriés par l'exploitant afin de composer sa défense incendie, dans l'attente de la mise en conformité du réseau communal alimentant les poteaux incendie internes.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/2011, article 8.17
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention et protection contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques à défendre et au minimum des moyens définis ci-après: - [...] <ul style="list-style-type: none">- 5 poteaux d'incendie internes au site, normalisés NFS 61-213, d'un type incongelable et d'un débit unitaire minimum de 80 m3, permettant un débit simultané de 240 m3, alimentés à partir d'une réserve d'eau de 700 m3, en complément de la réserve sprinkler. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.
Constats : Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été constaté que l'exploitant faisait réaliser des mesures des débits unitaires à chaque poteaux incendie mais pas de mesures simultanés afin d'obtenir le débit cumulé disponible. Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté un rapport de la société BTPI ayant réalisé des mesures des débits aux poteaux incendie en unitaire et en simultané entre janvier et mars 2021. Le résultat des mesures montre qu'unitairement les débits obtenus respectent le débit prescrit de 80 m3/h (valeurs mesurées : entre 102 et 130 m3/h). Cependant, les mesures de débit en simultané montre que chaque poteau serait capable de fournir environ 35-40 m3/h, ce qui apparaît insuffisant au regard des 240 m3/h nécessaire. L'exploitant a réalisé une étude de son réseau d'alimentation des poteaux incendie internes au site qui révèle que les diamètres de canalisation sont suffisants pour atteindre le débit requis. La problématique proviendrait de l'alimentation en eau du site par le réseau communal. L'exploitant est invité à identifier les moyens complémentaires de lutte contre l'incendie disponibles sur et autour de son site et à établir un plan d'action, conjointement avec le gestionnaire du réseau communal, pour la mise en conformité du réseau afin d'atteindre le débit simultané nécessaire. Ces éléments seront transmis à l'inspection dans un délai maximal de 2 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites – Délai : 2 mois

Nom du point de contrôle : Réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/2011, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée : Le réseau de collecte des eaux est du type séparatif, de façon à dissocier : - les eaux vannes et domestiques, les eaux résiduelles de procédé et de lavage des sols, - les eaux pluviales Issues des zones de circulation et des aires stationnement des véhicules, - les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées, A défaut de séparation entre les eaux pluviales susceptibles d'être souillées et les eaux de toitures, l'ensemble des eaux météoriques sera dirigé vers un dispositif de traitement avant rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Constats : L'établissement est composé de réseaux de collecte distincts : - un réseau de collecte des eaux domestiques (une partie du réseau correspondant aux sièges administratifs est dirigée vers le réseau d'eaux usées communal et l'autre partie correspondant à l'usine est dirigée vers la lagune de traitement), - un réseau de collecte des eaux pluviales de toiture et de voirie : ce réseau comprend pour la partie usine 3 points de rejet dans la Sériguette avec au préalable un traitement des eaux pluviales par des séparateurs d'hydrocarbures, - un réseau de collecte des eaux industrielles qui sont dirigées vers la lagune avant rejet dans la Sériguette.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Eaux usées domestiques et non domestiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/2011, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée : Ces eaux sont épurées avant rejet dans le ruisseau de la Sériguette par des installations de traitement internes à l'usine comprenant : - un prétraitement (bac tampon, dégraisseur, décanteur, dessableur et bioréacteur), - une installation de lagunage comprenant : deux bassins d'aération, deux bassins de décantation, un bassin d'évaporation et un bassin piscicole Le volume d'eaux résiduelles à traiter varie de 47 à 97 m³/j suivant les périodes.</p> <p>Constats : Les eaux usées domestiques et les eaux industrielles en provenance de l'usine sont dirigées vers une installation de traitement de type lagune composée : - d'un prétraitement (bac tampon - Dégrilleur/dégraisseur), - 1 bassin d'aération - 2 bassins de décantation - 1 bassin d'évaporation - 1 bassin tampon et 1 bassin piscicole</p> <p>Le curage des bassins de décantation est réalisé tous les 2 ans.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Canalisations de transport et de collecte des effluents et schéma d...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/2011, article 3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les canalisations de transport des fluides dangereux et de collecte des effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont accessibles et peuvent être inspectées. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.
Constats : L'exploitant n'a pas formalisé de plan de contrôle des canalisations de transport des effluents notamment pour les effluents transitant entre l'usine et la lagune et ne réalise pas ces contrôles de façon périodique. Suite à ce constat, l'exploitant s'est engagé à réaliser sous 2 mois la vérification de l'état des canalisations les plus sensibles en terme de transport de charge polluante et à établir un plan de contrôle de l'ensemble de ses réseaux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites – Délai : 2 mois

Nom du point de contrôle : Contrôle des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/2011, article 3.7.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les mesures en concentration doivent être effectuées sur des échantillons prélevés sur 24 heures proportionnellement au débit. Les échantillons doivent être conservés dans des conditions conformes aux règles de la norme NFT 90513. La fréquence et les paramètres à contrôler sont indiqués dans le tableau ci-après: [voir tableau]
Constats : L'exploitant réalise en sortie de lagune un suivi continu du débit et mensuel des paramètres températures, pH, MES, DBO5, DCO, Azote, Hydrocarbures. Ce suivi est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral. Concernant les analyses dans la Sériguette, elles sont réalisées semestriellement, aux mois de juillet et octobre. Ce suivi est également conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral. Concernant les analyses amont - aval dans la Sériguette, l'exploitant est invité à formaliser l'analyse faite des valeurs mesurées (delta entre amont et aval). A noter que la fréquence d'analyse de la qualité des eaux en sortie de la lagune évoluera en décembre 2023 avec l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 27 février 2020, consécutif à la parution des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles, qui impose un suivi quotidien des paramètres DCO, azote global, COT, phosphore et MES. L'exploitant a anticipé cette évolution de réglementation en recherchant un prestataire pour sous-traiter la gestion de la lagune et en particulier les analyses quotidiennes.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/2011, article 3.7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les eaux résiduaires de l'établissement sont rejetées au ruisseau de la Sériguette par un seul et unique émissaire, situé en aval de l'installation de lagunage, en rive gauche du ruisseau.
Constats : Le point de rejet au ruisseau La Sériguette a bien été observé et est conforme à la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/2011, article 3.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les caractéristiques des eaux résiduaires de procédé et domestiques rejetées doivent satisfaire, en toute circonstance, aux limitations suivantes en terme de concentration et de flux polluants du tableau ci-après : [voir tableau]
Constats : Les rejets d'eaux traitées en sortie de lagune respectent les valeurs limites d'émission excepté ponctuellement début 2022 quelques dépassement en pH qui ont été corrigés par une meilleure régulation du pH au point de rejet et un léger dépassement en DCO (265 mesuré pour 250) dû à la charge organique dans le bassin piscicole. Les analyses annuelles réalisées sur les eaux pluviales en 2021 en sortie de séparateur hydrocarbures montrent des dépassements de la VLE en MES sur deux des trois points de rejet. L'exploitant associe ces dépassements à l'épisode Cévenol du 14 septembre 2021, les mesures ayant été réalisées seulement quelques jours après. L'exploitant transmettra le prochain rapport de contrôle de la qualité des eaux en sortie des trois séparateurs d'hydrocarbures.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : L'exploitant a transmis postérieurement à l'inspection l'attestation d'accréditation COFRAC de CERECO à Garons qui identifie bien les paramètres mesurés dans les eaux résiduaires du site : pH, MES, DBO5, DCO, Azote, Hydrocarbures.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/2011, article 3.10
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Les eaux d'extinction sont confinées sur le site au niveau d'un bassin étanche d'un volume de 2 000 m3 et d'obturateurs gonflables mis en place dans les réseaux intérieurs au site. Le bassin est muni d'une vanne d'isolement à commande manuelle et automatique, facilement accessible en permanence et asservie au système de détection de l'incendie.
Constats : Le confinement des eaux d'extinction incendie est réalisé sur le site à l'aide de deux moyens complémentaires : <ul style="list-style-type: none">- 1 bassin de confinement des eaux d'extinction incendie d'un volume de 2000 m3 collectant en premier lieu les eaux en provenance des sièges France et Monde puis par gravité le débordement des canalisations de la partie usine. Ce bassin est mis en charge par fermeture d'une vanne au point de sortie,- 3 ballons obturateurs situés en amont des séparateurs hydrocarbures permettant de confiner le réseau d'eaux pluviales de l'usine. L'exploitant fait procéder une vérification annuelle du bon fonctionnement des ballons obturateurs et de la vanne d'obturation.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : ESP – Déclaration de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : La déclaration de mise en service est réalisée avant la première mise en service de l'équipement.
Constats : L'exploitant a indiqué avoir réalisé la déclaration de ses équipements en service sur le logiciel LUNE. Cette déclaration a pu être vérifiée pour les équipements suivants : <ul style="list-style-type: none">- Air Choc 2 - n° série 54869028 - PS 12 bar- Cuve tampon 3000 L - n° série 11138-01 - PS 11 bar. Ce dernier équipement a été remplacé à l'identique en 2022. L'exploitant s'assurera que la notification de mise à l'arrêt de l'ancien équipement a bien été réalisée sur LUNE.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : ESP – Liste des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.
Constats : L'exploitant a présenté la liste des équipements sous pression exploités sur le site. L'inspection s'est assuré par sondage de la cohérence entre les équipements présents sur la liste et ceux réellement exploités. Pour cela deux équipements ont été choisis et observés lors de la visite des installations (air choc 2 et cuve tampon 3000L)
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
Constats : Le dernier rapport d'inspection périodique du 23 juin 2022 de l'équipement air choc 2 précise qu'il manque la notice d'instruction de cet équipement. L'exploitant ne dispose pas de ce document et a déjà prévu un remplacement en fin d'année de cet équipement et de plusieurs autres pour lesquels la requalification périodique est à réaliser en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Contrôle de la plaqued'identification des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.
Constats : La plaque d'identification des deux équipements sous pression air choc 2 et cuve tampon 3000L est présente sur chaque équipement, lisible, et présente des informations cohérentes avec l'ensemble des documents présentés par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite